Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique

Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique

Conférences de l'année 2012-2013

Denis Rousset

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/ashp/1581>

DOI: 10.4000/ashp.1581

ISSN: 1969-6310

Publisher

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Printed version

Date of publication: 1 September 2014

Number of pages: 80-85

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Denis Rousset, "Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique", *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 145 | 2014, Online since 05 December 2014, connection on 06 July 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1581> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ashp.1581>

ÉPIGRAPHIE GRECQUE ET GÉOGRAPHIE HISTORIQUE DU MONDE HELLÉNIQUE

Directeur d'études : M. Denis ROUSSET

Programme de l'année 2012-2013 : I. *L'arbitrage international. 1^{re} partie : Grèce continentale.*
— II. *Inscriptions inédites ou récemment publiées.*

L'arbitrage international chez les Grecs est un sujet qui a très tôt intéressé les savants, dès les dissertations d'E. Sonne, *De arbitris externis quos Graeci adhibuerunt ad lites et intestinas et peregrinas componendas quaestiones epigraphicae* (1888) et V. Bérard, *De arbitrio inter liberas Graecorum civitates* (1894). Mais c'est seulement au xx^e s. que commença à être perçue la distinction, qui devait être clairement mise en évidence par L. Robert, entre arbitres internationaux, intervenant comme tiers entre deux cités différentes, et juges étrangers, mandés depuis une cité « seconde » pour trancher des différends à l'intérieur d'une seule et même cité. Les prodromes et débuts de la 1^{re} guerre mondiale virent une salve d'études : A. Raeder, *L'arbitrage international chez les Hellènes* (1912), œuvre d'un juriste, dominée par la distinction entre arbitrage obligatoire et arbitrage compromissaire ; la belle synthèse de M. N. Tod, *International Arbitration amongst the Greeks* (1913), fondée sur une connaissance approfondie de la documentation ; l'étude de C. Lécivain, « L'arbitrage international dans la Grèce classique », *Mém. Acad. Toulouse* (1915). Par la suite on ne cessa pas de s'intéresser à l'arbitrage, de V. Martin, *La vie internationale ds la Grèce des cités* (1940) jusqu'à A. Giovannini, *Les relations entre États dans la Grèce antique, du temps d'Homère à l'intervention romaine (ca 700-200 av. J.-C.)* (2007). Vint également l'heure des recueils de sources, d'une part la collection de S. L. Ager, *Interstate Arbitrations in the Greek World, 337-90 B.C.* (1996), d'autre part les deux volumes édités par L. Piccirilli et A. Magnetto, *Gli arbitrati interstatali greci. Introduzione, edizione critica, traduzione, commento e indici* (1973 et 1997). On a examiné les caractéristiques des ces recueils, et rappelé que la fin de l'époque hellénistique demande toujours à être couverte par un 3^e volume complétant la série italienne. La conférence de cette année pourra contribuer à préparer ce volume, portant sur le II^e s. et le I^{er} s. av. J.-C., qui est un projet du directeur d'études et de M^{me} A. Magnetto, professeur à la Scuola normale superiore di Pisa.

On a choisi d'étudier les arbitrages internationaux en commençant par des documents hellénistiques de Grèce centrale et d'abord par des inscriptions provenant de la zone dominée par la confédération étolienne. Le traité entre l'Étolie et l'Acarnanie, *IG IX 1², 3 A* a amené à décrire la diffusion de la gravure sur bronze, l'état de la *koina* du Nord-Ouest au III^e s. av. J.-C., les caractéristiques de l'alliance, mises en parallèle notamment avec les traités connus par Thucydide (*e. g.* V 47), et l'extension territoriale de la confédération en lien avec la datation même du texte. On s'est interrogé sur l'interprétation d'AMATA aux l. 4 et 26 et l'on a commenté la clause territoriale à la lumière du témoignage de Strabon (X 2 1 et 19) sur la frontière entre Étoliens et

Acarnaniens. On a ensuite expliqué le court arbitrage entre Oiniadai et Matropolis IG IX 1², 3 B, discutant surtout la question de l'organisation de l'Étolie en *tèle* et la délimitation de frontière.

On est ensuite passé en Achaïe Phthiotide, pour étudier d'une part l'arbitrage étolien entre Melitaia et Xyniai de 214 / 213 av. J.-C., A. Magonetto, *Arbitrati interstatali greci* n° 54. Après avoir rappelé l'histoire des deux cités et les nombreux différends territoriaux avec leurs voisines Peuma et Péréa-Phylladion, on a examiné les problèmes que posent notamment la restitution de l'intitulé l. 5-6 relatif à l'intervention d'une instance tierce comme arbitre et la liste des témoins, qui paraît bel et bien indiquer une participation des Étoliens à l'arbitrage. On a étudié d'autre part l'arbitrage entre Méliataia et Péréia, A. Magonetto, *Arbitrati interstatali greci* n° 55. Datant probablement de *ca* 213 / 212 av. J.-C., c'est l'un des actes d'arbitrage les plus riches, qui montre les Étoliens prévenant une scission entre ces deux communautés unies dans une sympolitie que dominait Méliataia : l'arbitrage perpétue l'union en instituant néanmoins une « séparation de biens » entre les deux communautés, et il protège les droits territoriaux et institutionnels de Péréia.

Après avoir retracé la situation géopolitique de la Thessalie de la fin du III^e s. au milieu du II^e s. entre la domination macédonienne et l'hégémonie étolienne, on a poursuivi avec le sénatus-consulte de *ca* 140 rendu entre Melitaia et Nartthakion, *Syll.*³ 674. Ont été mises en évidence les particularités de ce document liées à son élaboration dans le contexte romain et les incertitudes qui demeurent dans l'établissement du texte, particulièrement pour les l. B 43-45 dont la restitution due à Hiller a été recopiée par beaucoup sans être expliquée par quiconque. Le document de Nartthakion offre l'originalité de donner tour à tour les plaidoyers que les deux parties allèrent présenter jusqu'à Rome, repris tels quels dans le Sénatus-Consulte. Une autre question posée par ce texte est liée à la mention de jugements antérieurs devant trois tribunaux, les Samiens, les Colophonniens et les Magnètes. Les commentateurs s'étaient interrogés sur le déroulement de cette procédure, hésitant entre trois jugements parallèles et la constitution d'un tribunal composite ayant émis une sentence unique. On peut répondre à cette question à la lumière de l'inscription venue du sanctuaire d'Athéna Itonia de Kiérion en Thessalie, publiée par N. Giannopoulos, *Archaiologikè Ephemeris* 1927-1928, p. 119-127 : peu commentée, elle a été reproduite par S. L. Ager, *Interstate Arbitrations in the Greek World, 337-90 B.C.* (1996), n° 154, sans cependant quelques corrections importantes, qui en définissent la nature et le sens, notamment la nouvelle lecture de G. Klaffenbach pour les l. 1-2. Cette inscription apporte une importante contribution à la chronologie des stratèges thessaliens au milieu du II^e s. av. J.-C. On a clos ce dossier par un sénatus-consulte fragmentaire de Méliataia tout récemment publié, S. Lampros, « Ιερά και λατρείες στην αρχαία Μελιταία », *Φθιωτική Ιστορία, Πρακτικά 4ου Συνεδρίου Φθιωτικής Ιστορίας (Ιστορία-Αρχαιολογία-Λαογραφία)*, 9-11 Νοεμβρίου 2007 (Lamia, 2010), p. 585-598, qui apporte un éclairage supplémentaire sur les litiges territoriaux autour de Méliataia, notamment pour une *chôra dêmosia* et une *chôra* de Zeus Othryios.

On a achevé l'étude des pratiques arbitrales en Grèce Centrale par la convention judiciaire entre Athènes et la confédération béotienne *ca* 247 av. J.-C., *Syll.*³ 464-465, non sans avoir d'abord replacé ce texte dans l'institution des conventions

judiciaires bilatérales (*symbola, symbolai*). Il s'agit ici de l'arbitrage international dans des conflits interpersonnels, et non pas interétatiques, et du rôle de la « cité appelée à juger », *ekklètos polis*. On a suivi l'analyse de P. Gauthier dans l'article du *BCH* 1999, repris dans *Études d'histoire et d'institutions grecques* (2011) p. 157-164, et souligné les retouches à apporter en conséquence aux versions de cette inscription présentées en 1996 par A. Magnetto, *Gli arbitrati interstatali greci*, n° 34, et en 1997 par G. Woodhead, *Athenian Agora* XVI n° 208. Il est désormais parfaitement clair que les procès portés devant l'*ekklètos polis* se déroulaient dans cette cité tierce, et non dans l'une ou l'autre des cités parties prenantes aux litiges. Sur ce point la procédure différerait à la fois de la règle suivie dans le recours à des juges étrangers, que l'on mandait d'une cité seconde pour les faire venir dans la cité où les concitoyens étaient en différend, et de l'usage suivi généralement pour les arbitrages interétatiques, notamment lorsqu'ils portaient sur des litiges frontaliers qui souvent réclamaient la présence des arbitres sur les lieux en litige.

Une seconde partie de l'enquête a conduit dans le Péloponnèse : on a d'abord étudié une série d'arbitrages concernant la Messénie, l'Arcadie et la Laconie. On a présenté la géographie et l'histoire de la Triphylie et du district de l'arcadienne Phigalie et les vicissitudes diplomatiques et militaires qui touchèrent cette région au III^e s. C'est dans la période qui vit l'apogée de l'influence étolienne dans le Péloponnèse occidental, entre *ca* 245 et 219 / 218, que prend place le décret de Messène pour l'isopolitie avec Phigalie, A. Magnetto, *Arbitrati interstatali greci* n° 38. On a souligné les difficultés d'établissement du texte aux l. 1 et 14, étudié les institutions de l'épigamie et de l'isopolitie et montré comment ce décret s'insère dans la politique étolienne dans le Péloponnèse, vraisemblablement *ca* 240.

On a ensuite étudié le long et important décret de Messène relatif à la controverse entre Messène et Mégalopolis découvert en 2004 (voir *Bulletin épigraphique* 2013, n°s 153-154). Sur le site fouillé par P. Themelis, près d'un temple qui est celui de l'héroïne Messénè, a été trouvé un bloc portant 190 l., dont les 101 premières lignes sont maintenant bien publiées, après l'édition *princeps* de 2008, par N. Luraghi et A. Magnetto, *Chiron* 42 (2012), p. 509-550. On a examiné en détail la nouvelle édition, en discutant entre autres les restitutions des l. 8-9 et 12 et l'on a replacé ce texte dans l'histoire des relations entre Messène et la confédération achéenne : le texte se situe aux lendemains de la guerre entre Messéniens et Achéens qui dura de 192 / 191 à 183 / 182 et il est également postérieur à la réintégration de Messène dans la confédération achéenne, en 183 / 182 av. J.-C., mentionnée à la fois par Polybe XXIII 17 et la nouvelle inscription. Mais de combien d'années exactement l'inscription est-elle postérieure à 183 / 182 ? Cela dépend en particulier de la datation du stratège Ainétidas, qui pourrait se placer entre 179 / 178 et 176 / 175. Après avoir analysé les différentes phases de la procédure, on s'est arrêté sur l'histoire d'Andania de Messénie, appelée Endania dans l'inscription, comme peut-être chez Polybe V 92, 6, dont le texte reçu est à corriger à la lumière du nouveau texte, et sur la communauté des Kaliatai et ses relations avec Mégalopolis. On a étudié la prosopographie des 17 membres du tribunal arbitral achéen, où apparaissent plus d'un notable de la confédération, puis les traits de la procédure arbitrale, pour les uns communs (inspection des frontières sur place, session dans un sanctuaire, plaidoyers réglés par la clepsydre), pour les autres

originaux (« remise » [apodidonai] des frontières aux arbitres, sous la forme de documents écrits ?). On a souligné les apports majeurs de ce décret à notre connaissance des institutions fédérales achéennes, en particulier pour le rôle des damiurges et pour le fonctionnement de l'arbitrage : les membres de la confédération achéenne étaient tenus, sous peine d'amende, d'accepter la pratique de l'arbitrage si l'autre partie le demandait. Mais cette obligation de se soumettre à un arbitrage n'était valable que s'il n'y avait pas eu déjà un premier jugement : c'est le principe juridique *ne bis in idem*. On le voit ainsi appliqué à l'intérieur de la confédération achéenne, alors que ce n'était pas un principe général du droit international grec antique, en particulier dans les litiges territoriaux.

Les différends frontaliers entre l'Arcadie méridionale, la Messénie et la Laconie ont amené à étudier ensuite deux inscriptions d'Olympie et une de Thouria de Messénie. La première est l'arbitrage, datant vraisemblablement d'après 164 av. J.-C., rendu entre Mégalopolis et Sparte, *Inschriften von Olympia* n° 47 et réédité par K. Harter-Uibopuu, *Das zwischenstaatliche Schiedsverfahren im Achäischen Koinon. Zur friedlichen Streitbeilegung nach den epigraphischen Quellen* (1998), n° 11. On a discuté cette édition, précieuse parce qu'elle fournit une interprétation développée, même si le texte même reste mal établi. On a notamment examiné les restitutions aux l. 1, 15, 30-31, 34. Après avoir retracé l'histoire du différend entre les Arcadiens et les Lacédémoniens à propos de la Skiritide, de la Belminatide et de l'Aigytide, on a reconstitué le déroulement de l'arbitrage antérieur allégué, qui doit remonter à la ligue des Hellènes en 337, la nature du présent litige entre Sparte, membre de la ligue achéenne, et la ligue elle-même, qui porte d'abord sur une amende et *in fine* sur le territoire contesté. On s'est interrogé sur l'origine géographique des cinq arbitres auteurs du jugement postérieur à 164 av. J.-C.

Entre Mégalopolis et Thouria il y eut au II^e s. av. J.-C. plusieurs différends, l'un connu par l'inscription d'Olympie très fragmentaire *Inschriften von Olympia* n° 46, rééditée par K. Harter-Uibopuu, *op. cit.*, n° 9, qui porte sur des questions territoriales et doit sans doute être daté de la période 182-167, notamment en raison de la mention parmi les Mégalopolitains d'un Polybe qui n'est autre que le célèbre historien. Plus difficile à dater, sans doute vers le milieu du siècle, voire après 146, est le décret de Thouria, publié par N. Valmin dans le *Bulletin de la Société royale des Lettres de Lund* 1928-1929, n° 1 (*SEG* XI, 972). On a examiné ce singulier décret, pris avant même l'acceptation de l'arbitrage par Patras entre Thouria et Mégalopolis. On a commenté l'institution de l'*Oupisia*, que J. et L. Robert, *Bull.* 1966, 202, ont reconnue comme typiquement messénienne, sans doute une forme de *gerousia*. Les litiges que devait trancher le tribunal de Patras étaient-ils privés, comme pourrait l'indiquer le terme *dikai*, ou bien interétatiques et territoriaux, comme ceux connus par le texte fragmentaire d'Olympie ?

On a enfin étudié les principaux aspects du différend territorial entre Messène et Sparte, connu avant tout par Tacite, *Annales* IV 43 et l'inscription d'Olympie *Inschriften von Olympia* n° 52, gravée sur la base des Messéniens à Olympie, c'est-à-dire la base de la *nikè* de Paionios de Mendè. A été reconstituée la succession des décisions : après les arbitrages mythiques du VIII^e s. av. J.-C., intervinrent en 338 Philippe II, un Antigone qui doit être Antigone Doson vers 222-221, Lucius Mummius Achaicus

en 146 et enfin les interventions de César et Marc Antoine et Atidius Geminus, qui sont par ailleurs inconnues. On a d'autre part discuté le possible emplacement géographique de la région en litige, qui porta sur la région appelée Dentheliatide et sur un sanctuaire d'Artémis Limnatis. L'inscription d'Olympie *Inscriptionen von Olympia* n° 52 est un exemple limpide de l'inscription sur la pierre d'une sentence arbitrale à l'initiative d'une des parties. On a clos ce dossier en étudiant les inscriptions *IG V 1*, 1431, acte d'arpentage et de bornage de la frontière entre Sparte et Messène rendu en 78 apr. J.-C., et les bornes découvertes dans le massif du Taygète, dont 5 exemplaires avaient été publiés dans les *IG V 1*, 1371 et 1372. L'ensemble de celles qui sont connues aujourd'hui appellerait une étude topographique détaillée, accompagnée de la cartographie adéquate.

On a conclu cette série de conférences sur les arbitrages internationaux par une première synthèse, qui sera mise à l'épreuve dans une année ultérieure où l'on traitera d'autres régions du monde grec. On a notamment attiré l'attention sur l'intérêt mais aussi les limites de la distinction entre arbitrage obligatoire et arbitrage compromissoire : cette distinction, qui n'a pas cessé d'avoir quelque fortune dans l'historiographie, est-elle vraiment adéquate pour classer la documentation épigraphique, notamment à l'époque hellénistique ? Il faut d'autre part souligner le développement de la pratique arbitrale à l'époque hellénistique, en mettant en évidence l'influence des Rois, de Philippe II et de la ligue de Corinthe en 338-337, le rôle important des confédérations étolienne et achéenne dans la multiplication des arbitrages et la continuité dans laquelle se placèrent clairement et volontairement les Romains de la République, reprenant les usages et les procédures de l'arbitrage international chez les Hellènes.

Au titre des nouveautés, on a d'une part étudié l'inscription de Lydie venant d'Apollonioucharax (Taşkuyucak), qu'a republiée P. Thonemann, *Gephyra* 8 (2011), 1-12, « Eumenes II and Apollonioucharax », après l'édition *princeps* de P. Herrmann et H. Malay, *New Documents from Lydia*, 2007, n° 32 A et B (*SEG* 57, 1150). On a présenté la géographie, l'histoire et les grands traits de l'épigraphie de la Lydie, avant d'aborder la région de Daldis à partir d'un extrait de la liste des *conventus* des provinces d'Asie (*JRS* 1975), en soulignant combien cette inscription d'Éphèse avait révélé de localités jusque là inconnues. L'identification d'Apollonioucharax est un gain de la réédition en 2011 de l'inscription trouvée en Lydie : mais cette réédition est un peu rapide et l'on ne doit pas négliger le commentaire des *editores principes*. On a examiné le rapprochement prosopographique proposé au sujet du *géôdotès* Lykinos avec l'inscription *SEG* 40, 1062, en soulignant la nécessaire prudence dans la restitution de celle-ci : le *géôdotès* était-il vraiment ici doté d'un patronyme, néanmoins dépourvu d'un article τοῦ liant les deux noms au génitif ? On a d'autre part mis en évidence les particularités de la géographie historique de la région, qui comptait de nombreuses établissements de *katoikoi*, objet d'une abondante historiographie récente, qui a discuté leur rôle économique et leur fonction militaire. On a souligné l'apport du nouveau texte à la question des privilèges financiers et des possessions foncières des *katoikoi* et des soldats dits « Mysiens » au service du royaume attalide, déjà connus par d'autres textes. Remarquable est la manière dont le pouvoir royal peut disposer des *katoikoi*, en modifiant l'emplacement des communautés et le statut des villages.

À cette étude un contrepoint a été donné par la présentation par A. Avram, professeur à l'université du Maine, ancien directeur d'études invité étranger, d'une lettre attalide de Pessinonte en Galatie, découverte en 2003 et encore inédite. C'est la réponse du futur Attalos II, alors ministre de son frère et roi Eumène II, au sujet à la fois de la demande de promotion d'un certain Aribazos et du statut des *katoikoi* installés dans la région d'Amorion et détenteurs de lots de terre. Cette lettre, en dépit de son caractère incomplet et de la difficulté à interpréter une syntaxe peu claire, éclaire une nouvelle fois la place qu'occupait dans la correspondance attalide la question du statut personnel et de la situation fiscale des agents et subordonnés de la monarchie. Le commentaire de ce document, à paraître dans le *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 2014, a fait l'objet d'une discussion fructueuse avec les participants à la conférence, au premier rang desquels M. P. Hamon, professeur à l'université de Rouen.